

NEWS



PHOTO: VLAD IONITA/UNSPASH

PLATEFORMES DE LIVRAISON

La révolte des soutiers

Fabien Grasser

Le 12 juin, 160 livreurs travaillant pour la plateforme Wolt au Luxembourg ont cessé le travail pour dénoncer une baisse de leur rémunération. La loi promise par le gouvernement pour réguler les conditions de travail très précaires de ces faux indépendants se fait attendre.

Pédaler plus pour gagner plus : ce vendredi 12 juin, 160 livreurs travaillant pour Wolt au Luxembourg n'y croyaient plus. La plateforme de livraison de repas venait d'annoncer une baisse des rémunérations de ses livreurs allant jusqu'à 40 %. Ils ont donc cessé le travail pendant quelques heures, un mouvement de protestation rare dans ce secteur où la précarité règne en maître et où la moindre incartade peut être synonyme de perte de son travail.

Combien sont-ils exactement à pédaler chaque jour au Luxembourg pour livrer des repas sur le pas de la porte ? Nul ne le sait vraiment, mais les syndicats estiment leur nombre à quelque 2.000. La difficulté de les recenser tient à leur statut nébuleux. Sur le papier, il s'agit de travailleurs indépendants, rémunérés à la livraison et qui mènent leur affaire à leur guise. Dans la réalité, ils ont tous les attributs du salarié surexploité et sous-payé. Ils sont totalement dépendants des commandes que leur transmet la plateforme de livraison Wolt ou les sous-traitants auxquels elle fait désormais appel pour placer un intermédiaire entre elle et ses livreurs.

Les livreurs sont donc des hommes, pour la plupart jeunes, souvent des migrants au statut administratif parfois fragile. « On sait que certains sont recrutés dans les foyers de réfugiés », témoigne David Angel, de l'OGBL, à l'antenne de RTL. Ce public

est d'autant plus facile à cibler qu'il est confronté au dénuement matériel. Les livreurs interrogés ces derniers jours par les médias – toujours sous le sceau de l'anonymat – racontent leurs journées de 12 à 14 heures de travail, sept jours sur sept, pour espérer gagner au mieux 3.000 euros bruts par mois, sur lesquels ils doivent régler leurs cotisations sociales de travailleurs indépendants. La plupart ne gagnent pas plus de 1.800 euros nets par mois, selon les syndicats. Ils sont les nouveaux soutiers d'un capitalisme qui se rêve sans droit du travail.

Sur le papier, il s'agit de travailleurs indépendants, rémunérés à la livraison et qui mènent leur affaire à leur guise. Dans la réalité, ils ont tous les attributs du salarié surexploité et sous-payé.

Pour se défendre, les livreurs de Wolt se sont tournés vers l'Union des syndicats OGBL-LCGB, revendiquant notamment la reconnaissance de leur statut de salariés ou encore un minimum garanti les jours où il n'y a pas de livraison. De son côté, la plateforme dit être à l'écoute des préoccupations de ses livreurs. Wolt est présent au grand-duché depuis deux ans. Fondée en 2012 en Finlande, l'entreprise a été rachetée pour 7 milliards d'euros en 2021 par le géant américain DoorDash, qui a également avalé Deliveroo en 2025. DoorDash a vu ses profits s'envoler à 7 milliards de dollars en 2025, grâce à un modèle prio-

ritairement fondé sur l'exploitation de ses livreurs et livreuses.

L'essor des plateformes de livraison et les exécrables conditions de travail qu'elles imposent font trop timidement réagir la sphère politique. Une directive européenne, adoptée en 2024, prévoit la possible requalification en salarié-es des livreur-euses s'il y a un lien de subordination avéré avec la plateforme. Le texte veut aussi rendre plus transparents les algorithmes qui attribuent les commandes et dont les livreur-euses se disent être les « esclaves ».

La directive européenne devrait être transposée en droit national luxembourgeois au plus tard le 31 décembre 2026. Mais rien n'assure que ce sera le cas, car le dossier traîne. Déi Lénk, qui accuse le gouvernement « de freiner des quatre fers pour préserver le soi-disant level playing field », a déposé une proposition de loi dans ce sens en février. Les syndicats ont transmis leurs positions au gouvernement et la Chambre des salariés a également travaillé sur une proposition de loi. Le retard pris est en partie imputable à l'impasse dans laquelle se trouvait le dialogue social ces deux dernières années. Le retour des syndicats à la table du Comité permanent du travail et de l'emploi pourrait accélérer le processus. « Les faits nous montrent une réelle dégradation des conditions de travail. Il faut une loi rapidement », insiste Tiago Afonso, du LCGB. Le ministre du Travail reconnaît la nécessité de réglementer le travail de plateforme et semble plutôt bien disposé, d'après les syndicats. Pour l'instant, Marc Spautz n'a cependant rien dévoilé de ses intentions, entretenant le flou qui caractérise si bien l'action du gouvernement Frieden quand il s'agit de business.

REGARDS

KI in Luxemburg:
Ausbleibende Produktivitätsgewinne **S. 4**
Enseignement : des subventions publiques pour l'élite **p. 6**
Syrien: Wahlboykott als Bumerang **S. 8**
Kulturentwicklungsplan: Warum zentrale Ziele bisher noch nicht erreicht wurden **S. 10**
Verbrecher Verlag:
Krankheit sichtbar machen **S. 12**
Colin Barretts Romandebüt :
Wilder Westen **S.13**

AGENDA

Wat ass lass? **S. 13**
Expo **S. 18**
Kino **S. 19**

Coverfoto: Homa Appliances/Unsplash



La nouvelle série du photojournaliste Andrea Ferro documente les tensions sociales entre agriculteur-rices et éleveur-euses dans la région du Sahel, au Sénégal, qui s'intensifient en raison de la crise climatique. Voir l'interview sur woxx.eu/ferro